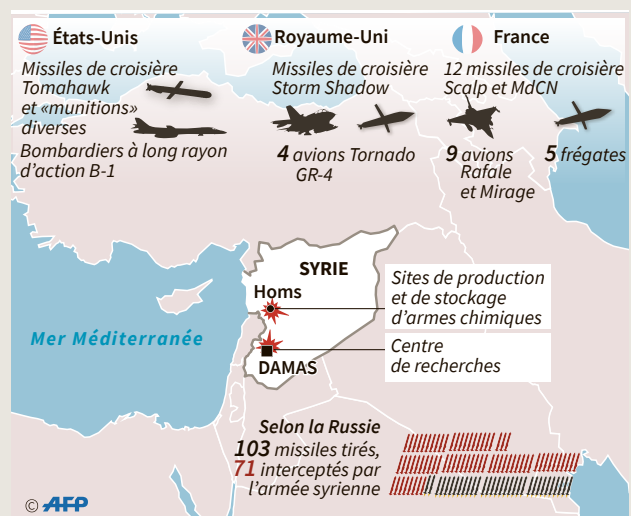


LES FAITS

Les frappes concentrées sur trois cibles



Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont frappé, samedi, trois installations liées selon eux à la production d'armes chimiques.

Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont lancé, tôt samedi, des frappes concertées en Syrie contre le régime de Bachar al-Assad auquel ils imputent l'attaque chimique présumée du 7 avril dans la ville syrienne alors rebelle de Douma.

Trois cibles

Selon le général Joe Dunford, chef d'état-major américain, les frappes ont visé à 0 heure GMT (2 heures du matin chez nous, 4 heures en Syrie) trois cibles liées au programme d'armement chimique syrien.

Le Pentagone a précisé samedi qu'il s'agissait d'un centre de recherche et de développement à Barzé, dans la banlieue de Damas, et de deux cibles dans la province de Homs : un entrepôt d'armes chimiques et, à proximité, un « bunker » abritant des équipements qui servent à la fabrication d'armes chimiques, « ainsi qu'un important centre de commandement ».

Les frappes elles-mêmes ont duré « une minute ou deux », selon un haut responsable du Pentagone, le général Kenneth McKenzie.

Aucune autre opération n'est prévue à ce stade, selon le général Dunford. Aucune perte humaine n'est à déplorer, ni du côté américain, ni du côté syrien. Les alliés ont aussi pris soin d'éviter de toucher les forces russes.

Moscou a confirmé qu'aucune frappe n'avait visé les abords de ses bases aériennes et navales situées dans le nord-ouest du pays.

Les frappes ont visé « le principal centre de recherche » et « deux centres de production »

du « programme clandestin chimique », a signalé de son côté le ministre française des Armées, Florence Parly.

Paris a participé aux tirs contre les deux sites dans la région de Homs, mais pas à ceux près de Damas.

Les Britanniques ont pour leur part indiqué avoir frappé un complexe militaire (une ancienne base de missiles) à 24 kilomètres à l'ouest de Homs « où le régime est supposé conserver des armes chimiques ».

Selon l'agence officielle syrienne Sana, un centre de recherches à Barzé, au nord-est de Damas, a été frappé et des missiles ont aussi visé un site militaire près de Homs mais « ont été déviés, faisant trois blessés civils ».

Bâtiments vides ?

Pour l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les installations visées étaient des antennes du Centre d'études et de recherches scientifiques de Syrie (CERS) rattaché au ministère de la Défense, « complètement vides » et « évacuées depuis plus de trois jours ».

Au total, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont lancé 105 missiles et « nous sommes sûrs qu'ils ont tous atteint leur cible », a commenté le général McKenzie, démentant les affirmations de Moscou selon lesquelles 71 des missiles occidentaux auraient été interceptés.

Washington et ses alliés ont tiré « environ 110 missiles sur des cibles à Damas et ailleurs » dans le pays, selon le haut commandement de l'armée syrienne, qui a assuré en avoir intercepté « la plupart ».

FRAPPES EN SYRIE

« Un message



« Manifestement, les leaders occidentaux n'ont plus voulu être accusés de passivité. »

Ward VLOEBERGHES

L'ANALYSE

L'attaque de sites dédiés à la production d'armes chimiques relevait plus du message politique que de la réaction militaire, analyse Ward Vloeberghs

• Interview : Philippe LERUTH

En frappant, samedi aux aurores, trois sites syriens dédiés, ou réputés dédiés, à la production d'armes chimiques, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni « n'ont pas cherché à obtenir un renversement de la situation militaire sur le terrain. Depuis longtemps, Bachar al-Assad la domine, avec l'appui de ses alliés russe et iranien, et il reprend la plupart du territoire perdu, analyse Ward Vloeberghs. Le but de l'opération était d'adresser un message fort au président syrien : le recours aux armes chimiques est la ligne rouge à ne pas franchir ».

Cynisme ?

Cette ligne rouge avait déjà été fixée à Damas par le président des États-Unis, Barack Obama, en août 2012, rappelle le spécialiste du Proche-Orient, qui enseigne à l'université de Rotterdam. Mais quand, un an plus tard, les services de renseignements américains et français ont dénoncé le recours aux armes chimiques, déjà dans la Ghouta, rien ne s'est produit. « Manifestement ici, les leaders occidentaux n'ont plus voulu être accusés de passivité, poursuit-il. Même si leur message est un peu cynique : c'est comme si on disait à Bachar al-Assad qu'on ne réagira pas, aussi longtemps qu'il ne déversera que des bombes classiques sur son peuple ».

La matérialité de l'attaque chimique invoquée pour justifier les frappes de samedi reste pourtant à établir : l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme (OSDH) ne l'a pas confirmée, et l'enquête de l'OIAC (Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques) vient seulement de débiter en Syrie (cf. ci-contre).

« Ce sont des faits très difficiles à démontrer, confirme Ward Vloeberghs. Les services de renseignement américains et français ont dit avoir la preuve que des armes chi-

miques ont été utilisées à Douma, et la légitimité des frappes de ce samedi aurait évidemment été renforcée si ces éléments de preuve avaient été rendus publics au niveau des Nations-Unies par exemple. Mais on peut supposer que la paralysie actuelle des Nations-Unies sur la Syrie, protégée par les veto russe ou chinois, les a dissuadés de le faire. »

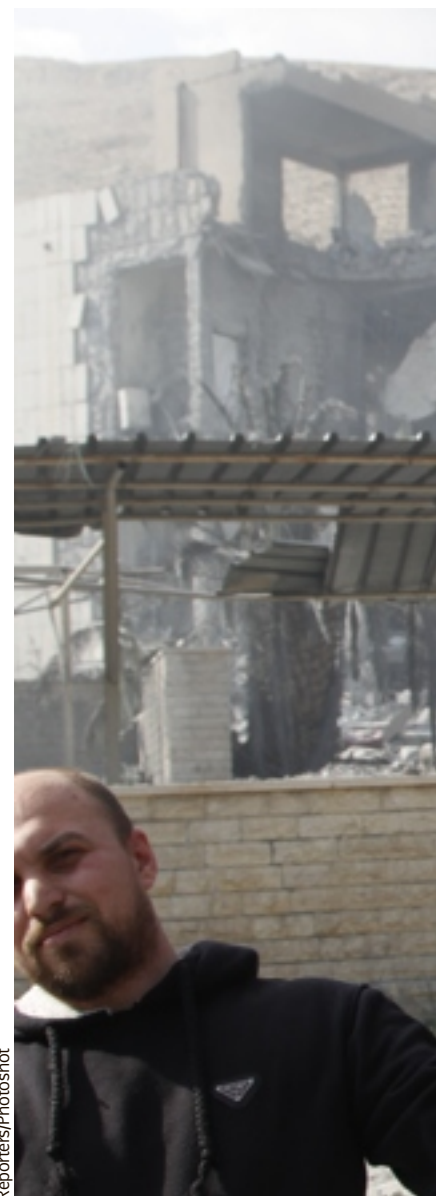
Préavis !

Autre signe que le but essentiel de l'envoi de missiles sur les trois sites syriens relevait plus du message politique que de la manœuvre militaire, c'est qu'il « a été notifié longtemps à l'avance. Suffisamment longtemps pour permettre aux Russes d'évacuer leur éventuel personnel sur place. Or, sur le plan militaire, le secret et la rapidité sont les conditions de l'efficacité d'une action ».

Le déroulé de l'opération a un aspect rassurant, relève encore l'analyste : « si le président Trump a l'habitude de manier un langage assez « va-t-en-guerre » comme il l'a encore fait dans ce cas-ci, la manière dont l'administration américaine et le Pentagone ont géré cette attaque montre que toutes les précautions ont été prises pour éviter que cette situation dégénère ».

Raison pour laquelle Ward Vloeberghs croit la répétition de frappes peu vraisemblable, « sauf si bien sûr, une nouvelle attaque chimique présumée se produisait en Syrie ».

De ce week-end agité, un pays sort vainqueur, conclut le spécialiste : « la Turquie (NDLR : dont le président, Recep Tayyip Erdogan, a qualifié les frappes de réponses à des « attaques inhumaines » de Damas) s'est comportée en alliée-clef des États-Unis. Tout en maintenant sa position à l'égard de la Russie et de l'Iran ». De quoi garder les mains libres pour poursuivre son offensive en zone kurde ? ■



Reporters/Photoshot

Le PTB isolé face à Charles Michel

Soutenu par le MR, par l'Open VLD et le CD&V, et aussi par le cdH, le Premier ministre, Charles Michel, a dit « comprendre » l'action militaire des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne en Syrie. « Il faut désormais se concentrer sur les négociations politiques afin d'éviter toute escalade », a-t-il ajouté.

Le PTB, lui, a condamné l'action militaire, « violation flagrante et inacceptable du droit international » et porteuse d'un « grave danger d'escalade internationale ». ■



BELGA

« Plutôt qu'une offensive militaire »



105 Selon les États-Unis, 105 missiles ont été lancés « et ils ont tous atteint leurs cibles ».



Sur le site de Barzé, ciblé samedi par des attaques, Saeed Saeed patron de l'Institut syrien de développement des industries pharmaceutiques et chimiques a nié ce dimanche que des armes chimiques y ont jamais été entreposées.

POUR FAIRE LA LUMIÈRE

L'OIAC va entamer son enquête en Syrie

Les frappes de ce week-end ont été justifiées, par les États-Unis et leurs alliés, par une attaque au gaz qui se serait déroulée, l'autre samedi, dans la ville de Douma. Mais cette attaque a-t-elle eu lieu ? Une mission de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), basée à La Haye, est arrivée à Damas samedi, pour tenter d'en savoir plus sur ces faits.

Enquête difficile

« Nous laisserons l'équipe travailler de manière professionnelle, objective, impartiale et loin de toute pression. Les résultats de l'enquête infirmeront les allégations mensongères » contre Damas, a assuré le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Ayman Sousane.

Le travail s'annonce ardu pour les enquêteurs qui arrivent sur place plus d'une semaine après les faits, dans une zone dévas-

tée, passée sous contrôle du régime et de la police militaire russe.

En 2014, l'OIAC avait affirmé que la Syrie s'était débarrassée de ses armes chimiques en vertu d'un accord international, mais, en 2017, une mission conjointe avec l'ONU avait conclu que Damas avait utilisé du gaz sarin contre le village de Khan Cheikhoun, où quatre-vingts personnes avaient péri.

Les présidents américain Donald Trump et français Emmanuel Macron ont assuré avoir la preuve de l'utilisation d'armes chimiques à Douma. Une responsable de l'administration américaine a précisé que les États-Unis ont des informations « plus claires » sur une utilisation de chlore et « des informations significatives » sur un usage de gaz sarin.

Reste à présenter ces preuves ! ■

Phi. le.

LA RÉPONSE D'ASSAD

Après la Ghouta, la province de Deraa ?

La chute de la Ghouta orientale, aux portes de Damas, ouvre la voie à un redéploiement des ressources militaires du régime syrien qui pourrait maintenant prendre pour cible la province méridionale de Deraa, un des derniers foyers de la rébellion. Après avoir résisté cinq années au siège le plus long du conflit, la Ghouta a été déclarée officiellement « nettoyée » samedi, à l'issue d'une offensive lancée le 18 février par le régime et durant laquelle plus de 1 700 civils ont été tués, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Cette reconquête permet au président Assad, qui a renversé depuis 2015 une situation militaire défavorable grâce au soutien des Russes et des Iraniens, de contrôler plus de la moitié de la Syrie, où vivent les deux tiers de la population.

Pour de nombreux experts, la prochaine cible pourrait toutefois être la province de Deraa, un des berceaux de la contestation anti-Assad en 2011. Proche de la Jordanie et du Golan annexé par Israël, la province est morcelée entre différents groupes rebelles, qui en contrôlent près de 70 %, les forces du régime et le groupe État islamique, qui y maintient une moindre présence.

« La libération de la Ghouta orientale signifie la fin de la menace contre Damas. Il serait logique que le gouvernement syrien redéploie ses forces dans le Sud, pour en finir avec la situation à Deraa », juge Bassam Abou Abdallah, directeur du Centre de Damas pour les études stratégiques. Selon lui, le régime y mettra en œuvre une tactique similaire de « pression militaire pour parvenir à un règlement ». ■

LES RÉACTIONS

« Mission accomplie »

« Mission accomplie » : c'est comme d'habitude via Twitter que le président des États-Unis, Donald Trump a salué les frappes contre le régime syrien. Le « résultat » de l'opération, « parfaitement exécutée », « n'aurait pu être meilleur », a-t-il poursuivi.

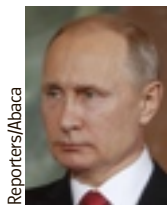
Le Pentagone a affirmé samedi que toutes les cibles, liées selon Washington au programme d'armement chimique du régime de Bachar al-Assad, avaient été « frappées avec succès ». ■



« Plus de frappes ! »

Le président russe Vladimir Poutine a averti que de nouvelles frappes occidentales contre la Syrie provoqueraient « le chaos » dans les relations internationales. Au téléphone avec son homologue iranien, Hassan Rohani, il a « constaté que cette action illégale endommage sérieusement les perspectives d'un règlement politique en Syrie ».

La Chine, elle aussi, a condamné l'action militaire des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France en Syrie comme « contraire au droit international ». ■



« Riposte aux crimes »

Pour l'Arabie saoudite, les frappes américaines, britanniques et françaises en Syrie, sont une « riposte aux crimes du régime » syrien.

Un régime syrien soutenu par l'Iran : ce dimanche, en ouvrant dans son pays un sommet des pays arabes, le roi Salmane, 82 ans, a répété sa « ferme condamnation des actes terroristes commis par l'Iran dans la région arabe » et rejeté « ses ingérences flagrantes dans les affaires des pays arabes ». ■

